

Samira Sehili, la dynamique directrice du département d'histoire a rendu, dans son allocution de bienvenue un vibrant hommage au doyen pour son parcours académique et syndical, son combat pour la défense de l'université durant les vingt sept années passées à la Faculté de la Manouba et particulièrement pendant la période de son décanat et ses quinze années de présence au conseil scientifique de l'institution, en tant que représentant des enseignants.

Elle m'a fait l'honneur de m'associer à cet hommage rendu au Doyen et de me présenter comme la « mémoire de la faculté » dans une allusion aux responsabilités académiques et syndicales que j'y ai assumées pendant plus de vingt ans. Elle a, par là même, rappelé que j'avais été le compagnon de route du doyen pendant ces années de brasse, un acteur et un témoin privilégié des terribles violations des libertés universitaires et de la saga judiciaire qui en a résulté, et insisté sur le fait que j'avais immortalisé sa résistance héroïque et celle de notre faculté dans les Chroniques du Manoubistan.

Abdelhamid Larguèche, au nom du laboratoire du Patrimoine et en tant que condisciple et collègue du doyen, et de ce fait, témoin privilégié de son itinéraire académique, syndical et politique, a montré que ces facettes de l'historien étaient intimement liées et qu'il y avait une symbiose totale entre ses activités de chercheur et sa pratique syndicale et politique. Militant du Parti communiste tunisien et de l'UGTT, le doyen s'est intéressé à l'histoire de ce parti et à celle du mouvement ouvrier. Féministe jusqu'à la moelle des os, il a fait de la condition féminine un sujet de recherche. Sensible au statut des minorités et à l'injustice qui leur est faite et convaincu que la richesse de la Tunisie résidait dans sa pluralité, il ne pouvait que leur consacrer une partie de son temps de chercheur. C'est, qu'à ses yeux, la défense des libertés académiques n'est pas uniquement du ressort du syndicaliste, de l'homme politique ou du responsable d'une institution universitaire. C'est également aussi une responsabilité du chercheur qui, bravant les tabous, mange son pain noir et fait son chemin de croix pour défendre son droit à la liberté de recherche, dût-il lui en coûter. Habib Kazdaghli, qui a été voué aux gémonies pour avoir brisé ces tabous et qui n'a pas hésité à risquer sa vie pour la défense acharnée de cette liberté et des normes académiques, en sait quelque chose.

J'ai ensuite pris la parole pour montrer pourquoi la bataille menée à la Manouba, sous la direction du doyen Habib Kazdaghli, de novembre 2011 au mois de mai 2013, date de son acquittement en première instance, a été perçue comme la mère des batailles. C'est qu'elle a, d'abord, empêché la faculté de la Manouba de se transformer en Manoubistan. Elle a, ensuite, donné le la au mouvement de résistance menée par la société civile et les démocrates du pays pour que la Tunisie ne devienne pas un Tunistan. Menée par la grande famille de la faculté, dans une parfaite symbiose avec toutes les forces modernistes du pays, elle a constitué une préfiguration et une répétition, à l'échelle d'une institution universitaire phare, du sit-in du départ initié, à l'échelle du pays, par ces mêmes forces, en juillet 2013, à la suite de l'assassinat du martyr Mohamed Brahmi. L'université de Nanterre, qui a également attribué au doyen le doctorat honorifique pour ses qualités d'enseignant et de chercheur, l'a admirablement compris.

J'ai aussi mis en exergue l'idée que cette bataille s'inscrivait dans la lignée des luttes antérieures, menées avec succès par notre faculté pour la défense de l'autonomie institutionnelle, et particulièrement, celle menée durant l'année universitaire 1986 – 1987 au cours de laquelle le